

LES ANNONCES PRÉSIDENTIELLES AU RÉVÉLATEUR DU PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

FACE À L'URGENCE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE : LE COMPTE N'Y EST PAS !



FONDATION
NICOLAS HULOT
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



Les 19 organisations constitutives du Pacte du Pouvoir de vivre ont suivi avec attention le discours du président de la République exprimé lors de la conférence de presse du jeudi 25 avril. Après des mois de mobilisation autour de la justice sociale et fiscale, de manifestations pour le climat et après deux mois de consultation dans le cadre du Grand débat national, le rendez-vous était très attendu. Il devait dire les conclusions retenues par le président de la République et marquer le début d'une nouvelle étape du quinquennat.

Or, force est de constater que le compte n'y est pas sur de nombreux sujets essentiels, à commencer par l'absence de mesures concrètes permettant d'accélérer la transition écologique et solidaire. Que l'on pense à la rénovation démultipliée des logements passives énergétiques, à la mise à contribution des activités polluantes comme le transport aérien, au financement des services de proximité, aux enjeux de santé-alimentation ou d'accès aux soins, les sujets cruciaux et fédérateurs sont pourtant sur la table !

De la même manière, notre déception fut profonde lorsqu'au terme de la conférence de presse, nous avons dû faire le constat que les millions de Français les plus pauvres, éloignés du travail ou qui ne payent pas l'impôt sur le revenu ont été mis à l'écart de l'action prioritaire du président de la République et de son gouvernement. Et ce quelques mois seulement après l'annonce de la stratégie de lutte contre la pauvreté lors de laquelle Emmanuel Macron avait pourtant affiché l'ambition d'éradiquer la grande pauvreté.

À cela s'ajoute l'absence de mesures visant à une plus grande distribution des richesses au sein de notre pays via une fiscalité plus juste. Enfin, il demeure le flou entretenu sur de nombreuses mesures sociales, budgétaires, ou sur l'accueil des migrants... qui devront être clarifiées de manière satisfaisante.

Cette absence de mesures concrètes pour préparer l'avenir, préserver la biodiversité, offrir un horizon à celles et ceux qui n'en ont plus, sont autant de carences qui affaiblissent un discours qui, par ailleurs, apporte des premières réponses à de réels besoins ou rectifie utilement le tir des premières décisions du quinquennat. L'impulsion donnée aux Maisons des services au public est décisive pourvu qu'elle soit accompagnée d'une ambition budgétaire adéquate, tout comme la volonté exprimée de mieux accompagner le grand âge et la perte d'autonomie. L'effort en faveur des petites pensions permettra de tourner une page à condition de s'inscrire dans une ambition plus large du pouvoir de vivre des retraités.

Par ailleurs, ces premières annonces renvoient nombre de décisions au futur, sur des thèmes essentiels tels que la transition écologique, le travail ou encore la décentralisation. À ce titre, nous avons entendu l'appel à renouer le débat avec la société civile, et la volonté affichée de s'engager dans une gouvernance plus partagée. Le juge de paix ne sera donc pas un discours présidentiel mais bien le processus qui s'enclenchera ensuite si l'exécutif accepte le principe de la co-construction.

Ainsi, si les objectifs sont affichés et si les règles du jeu sont claires et transparentes, nos 19 organisations prendront leur part à tout processus de concertation dans lesquels elles sont parties prenantes. Outre le débouché parlementaire ou référendaire, il faut partager une méthodologie, un travail de diagnostic environnemental et social précis. Faire évoluer nos institutions, améliorer la représentativité des instances dans lesquelles s'exercent la démocratie et intégrer des citoyens tirés au sort dans notre fonctionnement démocratique ne se conçoit qu'au service d'un projet d'élaboration collective.

Nos organisations continueront à avancer ensemble pour que nos 66 propositions puissent trouver une réponse lors des prochaines semaines et prochains mois. Notre mobilisation se multiplie sur les territoires, auprès des pouvoirs publics et des décideurs. Et dans les prochains mois, elle prendra la forme d'un observatoire de la transformation écologique et sociale, un observatoire du pouvoir de vivre, pour maintenir dans la durée le souffle des mobilisations sociales et climatiques qui traversent notre pays.

CONTACTS PRESSE

■ **ATD QUART-MONDE** Émilie Perraudin Emilie.perraudin@atd-quartmonde.org / 06 28 61 69 05 ■ **CFDT** Service de presse presse@cfdt.fr / 01 42 03 80 12 ■ **CFTC** Paul Mercier pmercier@cftc.fr / 06 33 26 08 71 ■ **FAGE** Alexandra Gonzalez 06 75 33 79 30 ■ **FNE** Manon Laudy 01 44 08 02 51 / 06 07 69 27 10 ■ **FONDATION ABBÉ PIERRE** Anne Lambert de Cursay 01 55 56 37 45 / 06 23 25 93 79 ■ **FONDATION NICOLAS HULOT** Manuela Lorand m.lorand@fnh.org / 06 98 45 46 91 ■ **HUMANITÉ ET BIODIVERSITÉ** Sandrine Bélier sandrine.belier@humanite-biodiversite.fr / 06 13 67 05 92 ■ **LE MOUVEMENT ASSOCIATIF** Fula Mesika fmesika@lemouvementassociatif.org / 06 34 31 23 41 ■ **MUTUALITÉ FRANÇAISE** Constance Baudry constance.baudry@mutualite.fr ■ **PACTE CIVIQUE** Martine Parant martine.parant@yahoo.fr 06 80 78 02 79 ■ **RÉSEAU ACTION CLIMAT** Lorelei Limousin lolelei.limousin@reseauactionclimat.org / 07 70 31 09 19 ■ **SECOURS CATHOLIQUE** Sandrine Verdelhan 06 61 54 10 69 ■ **UNIOPSS** Valérie Mercadal vmercadal@uniopss.asso.fr 01 53 36 35 06 ■ **UNSA** Patricia Rejnero patricia.rejnero@unsa.org / 06 75 07 89 94 / 01 48 18 88 58